



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1997/NGO/71  
17 mars 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-troisième session  
Point 13 de l'ordre du jour

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIEME DECENNIE  
DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates Inc., organisation  
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[14 mars 1997]

1. Human Rights Advocates (HRA) appuie et encourage les travaux que la Commission des droits de l'homme et le Rapporteur spécial, Maurice Glèlè-Ahanhanzo, entreprennent pour enquêter et faire rapport sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. HRA recommande de poursuivre la coopération avec les pays pour enquêter sur les formes contemporaines de discrimination raciale et faciliter l'application des normes juridiques internationales visant à lutter contre le racisme.

2. La Commission et le Rapporteur spécial ont souligné que la communauté internationale connaît non seulement des formes institutionnalisées de discrimination raciale telles que l'application de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciale, mais aussi des formes "nouvelles" et diffuses qui sont souvent déguisées sous une égalité de principes proclamés pour toutes les communautés 1/. La Commission reconnaît que partout dans le monde les pays - en particulier les pays développés - font face à de nouvelles formes de discrimination raciale. Bien que de nombreux pays développés aient adopté une législation interdisant diverses formes institutionnalisées de discrimination raciale et ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il est important d'évaluer l'efficacité de cette législation et de comparer les normes juridiques internes avec les normes juridiques internationales telles que celles qui sont énoncées dans cette convention 2/. En outre, du fait de la persistance du racisme dans certains pays, il convient d'enquêter sur les formes indirectes de discrimination raciale afin de lutter contre le racisme et toutes ses manifestations.

3. La Commission peut tirer des leçons de la mission que le Rapporteur spécial a effectuée aux Etats-Unis d'Amérique, du rapport qu'il a établi 3/ et des recommandations qu'il a adressées au Gouvernement des Etats-Unis afin d'appliquer le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Dans une déclaration adressée à la Commission, les Etats-Unis ont mis l'accent sur les mesures juridiques qu'ils appliquent pour lutter contre la discrimination 4/. La législation est nécessaire et c'est un facteur important dont il faut tenir compte pour évaluer la situation dans divers pays, mais la Commission doit aller plus loin en enquêtant sur les effets de la législation et en déterminant dans quelle mesure les victimes de discrimination peuvent disposer de voies de recours. En outre, la Commission et les Etats membres doivent examiner les effets "diffus" ou exagérément discriminatoires que la législation et les politiques peuvent avoir sur les minorités raciales.

4. Il existe plusieurs motifs d'inquiétudes particuliers dont ressort la nécessité de poursuivre les efforts pour lutter contre la discrimination raciale, évaluer l'efficacité de la législation et des politiques ou constater l'absence de législation et de politiques pertinentes. L'analyse de ces motifs d'inquiétudes et la réaction des Etats-Unis face aux préoccupations mentionnées par le Rapporteur spécial font ressortir la nécessité d'accroître la coopération pour établir de nouvelles stratégies visant à lutter contre la discrimination raciale. Rien ne donne à penser que les Etats-Unis ont envisagé d'appliquer les recommandations du Rapporteur spécial et ils n'ont pas non plus publié de réponse écrite aux préoccupations spécifiques qu'il a formulées dans son rapport. Dans deux domaines de préoccupation, il existe aux Etats-Unis des discordances entre les normes juridiques internes et les normes juridiques internationales relatives à la non-discrimination. Les problèmes mis en relief se posent généralement aussi dans d'autres pays développés et on dispose ainsi d'un cadre pour analyser les normes juridiques internes dans d'autres pays.

### Racisme environnemental

5. Le racisme environnemental est de plus en plus préoccupant aux niveaux national et international. Le Gouvernement Clinton a reconnu le problème, mais, dans leur réponse au rapport du Rapporteur spécial, les Etats-Unis ne donnent pas suite aux inquiétudes relatives aux effets discriminatoires de la pollution et de la dégradation de l'environnement sur les minorités raciales. Des études ont montré que, parmi les variables considérées, la race était celle pour laquelle existait la plus forte corrélation avec l'emplacement des dépôts de déchets industriels dangereux et que cette situation avait un caractère systématique aux Etats-Unis 5/. L'Environmental Protection Agency et l'Agency for Toxic Substances and Disease Registry des Etats-Unis ont aussi montré que les niveaux de contamination par des produits toxiques étaient plus élevés dans les communautés afro-américaines qu'ailleurs 6/. Les décisions concernant l'emplacement des dépôts de déchets toxiques et les autres décisions touchant l'environnement ont un caractère hautement politique. L'accès des minorités à la prise de décisions et l'obligation pour ceux qui sont au pouvoir de répondre des actes de discrimination raciale sont des éléments importants au sujet desquels des efforts supplémentaires s'imposent pour assurer la justice en matière d'environnement.

6. L'Equal Protection Clause du quatorzième amendement à la Constitution des Etats-Unis pourrait être un moyen d'assurer la justice dans le domaine de l'environnement mais, selon la jurisprudence fédérale, cette clause n'offre pas une protection suffisante aux minorités raciales. La Cour suprême des Etats-Unis a déclaré que les mesures gouvernementales neutres sur le plan racial ne sont pas contraires à cette clause à moins que le plaignant ne prouve l'existence d'une intention discriminatoire 7/. Il en résulte une lourde charge pour les défenseurs de la justice en matière d'environnement et pour les défenseurs des autres droits civils même si les faits observés témoignent du caractère disproportionné des effets sur l'environnement et d'un manque d'accès à la prise de décisions touchant l'environnement. L'obligation de prouver l'intention discriminatoire n'est pas compatible avec les normes juridiques internationales énoncées dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui vise les actions ayant pour but ou pour effet de dénier aux minorités des libertés fondamentales 8/.

### Appareil de justice criminelle et application de la peine de mort

7. Le racisme est omniprésent à tous les stades du fonctionnement de l'appareil de justice criminelle. Selon une étude faite par les pouvoirs publics, il existe des disparités raciales aux stades de l'inculpation, du prononcé du jugement et de l'imposition de la peine de mort 9/. Ces disparités raciales en matière de condamnation à la peine de mort, les tendances à un recours accru à cette peine aux Etats-Unis 10/ et la décision prise par la Cour suprême des Etats-Unis de confirmer la constitutionnalité de l'imposition de la peine de mort contre ceux qui avaient commis des crimes alors qu'ils avaient 16 ou 17 ans 11/ montrent la nécessité d'une application des normes juridiques internationales par les tribunaux nationaux.

8. La discrimination raciale et le racisme constatés dans les premières phases des procédures judiciaires et dans les premières phases de l'arrestation et de la mise en détention ont de profonds effets sur le prononcé du jugement. Même lorsqu'elles sont neutres sur le plan racial,

les directives sur le prononcé du jugement ont des effets discriminatoires sur les minorités parce qu'elles ne tiennent pas compte de la discrimination raciale dans ces premières phases. En outre, les tribunaux des Etats-Unis ne reconnaissent pas l'existence d'une discrimination raciale dans l'appareil de justice criminelle et ne s'attaquent pas réellement à ce problème malgré des signes évidents de fortes disparités raciales 12/, ce qui montre qu'il est nécessaire d'appliquer les normes internationales et de rejeter l'obligation de prouver l'intention dans le cas des politiques qui ont des effets discriminatoires sur les minorités.

#### Conclusion et recommandations

9. De nombreux pays, dont des pays développés, ont adopté des lois interdisant la discrimination raciale intentionnelle. Cependant, les formes contemporaines indirectes de racisme découlent souvent de processus cachés et il est plus difficile en pareil cas de recueillir des preuves directes d'une volonté discriminatoire. Les normes juridiques internationales définissent de manière large la discrimination raciale et la Commission s'attache à lutter contre cette discrimination sous toutes ses formes. L'application des normes internationales par les tribunaux nationaux peut servir de base pour évaluer les politiques nationales de non-discrimination.

10. HRA recommande à la Commission de continuer à axer ses efforts sur les formes contemporaines de discrimination raciale aux Etats-Unis, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, et d'inviter instamment ces pays à donner suite aux préoccupations dont a fait état le Rapporteur spécial, dans le cadre d'un dialogue permanent sur l'efficacité des réactions des pouvoirs publics face à la discrimination raciale et de nouvelles stratégies visant à appliquer le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Pour que les travaux du Rapporteur spécial soient efficaces, il faut que les populations soient publiquement informées du dialogue que celui-ci a avec les gouvernements 13/.

11. HRA recommande à la Commission de se pencher sur la question de la compatibilité des normes juridiques internationales de non-discrimination lorsque, à sa cinquante-quatrième session, en 1998, elle examinera les résultats de la mission effectuée aux Etats-Unis, et invite les Etats-Unis à s'acquitter de leurs obligations de présenter des rapports au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qu'ils ont ratifiée en 1994. Le Comité devrait examiner les communications des Etats-Unis à la lumière des normes juridiques internationales de non-discrimination.

12. HRA recommande que, lors des futures missions, le Rapporteur spécial compare les normes juridiques internes des pays où le racisme est en augmentation avec les normes juridiques internationales qui n'imposent pas d'obligation de prouver l'intention de discrimination raciale.

Notes

1/ Commission des droits de l'homme, cinquantième session, point 14 de l'ordre du jour, E/CN.4/1994/66 (considérations sur le mandat du Rapporteur spécial).

2/ Voir l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1969), Recueil des Traités des Nations Unies, vol. 660, p. 195 et 217. (Selon cette convention, "l'expression 'discrimination raciale' vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique".) Voir aussi Anne F. Bayefsky, The Principle of Equality or Non-Discrimination in International Law, 11, H.R.L.J. 1 (1990).

3/ Rapport de M. Maurice Glèlè-Ahanhanzo, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, sur la mission qu'il a effectuée aux Etats-Unis d'Amérique, Commission des droits de l'homme, cinquante et unième session, point 16, E/CN.4/1995/78/Add.1.

4/ Voir Note du Secrétaire général, cinquantième session de l'Assemblée générale, point 103 de l'ordre du jour, A/50/476, par. 19, 25 septembre 1995.

5/ Commission for Racial Justice of the United Church of Christ, Toxic Waste and Race in the United States, (1987). Voir aussi United States General Accounting Office, Siting of Hazardous Waste Landfills and their Correlation with Racial and Economic Status of Surrounding Communities (1983).

6/ United States Environmental Protection Agency, Environmental Equity: Reducing Risk for All Communities, vol. 2: Supporting Document, (1992); Center for Disease Control, Agency for Toxic Substances and Disease Registry, The Nature and Extent of Lead Poisoning in Children in the United States: A Report to Congress (1988).

7/ Village of Arlington Heights v. Metropolitan Development Housing Corp., 429 U.S. 252 (1977).

8/ Voir note 2 ci-dessus.

9/ United States General Accounting Office, "Death penalty sentencing, research indicates pattern of racial disparities", Report to the Senate and House Committees on the Judiciary (1990).

10/ En avril 1995, les lois de 38 Etats contenaient des dispositions relatives à la peine de mort et le nombre d'exécutions a été multiplié par 20 au cours des dix dernières années. Death Penalty Information Center, "Facts about the death penalty" (14 décembre 1995).

11/ Stanford v. Kentucky, 492 U.S. 361 (1989). Selon le paragraphe 5 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans.

12/ Voir McClesky v. Klemp, 481 U.S. 2799 (1987).

13/ Voir le rapport de Maurice Glèlè-Ahanhanzo, Commission des droits de l'homme, cinquante-troisième session, point 13 de l'ordre du jour, E/CN.4/1997/71, par. 19. (Malgré l'intention formulée par le Rapporteur spécial de faire des remarques sur les observations des Etats-Unis concernant son propre rapport, ces observations n'ont pas été rendues publiques en raison de préoccupations des Etats-Unis.)

-----